



Loi travail FO menace El Khomri de saisir la justice

Emploi, le Figaro.fr, le 05.04.2016

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, accuse dans un courrier la ministre du travail de ne pas avoir respecté l'obligation de concertation avant toute réforme, révèle *Le Parisien*. «C'est un faux débat», a rétorqué Myriam El Khomri.

La loi travail n'en finit plus de créer la polémique. Alors que les lycéens et les étudiants se mobilisent une nouvelle fois contre la loi El Khomri ce mardi, dont l'examen du texte débute aujourd'hui à l'Assemblée nationale, le syndicat Force ouvrière (FO) lance un nouveau pavé dans la marre.

Dans un courrier adressé à la ministre du Travail Myriam El Khomri le 4 avril, Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, accuse la ministre du travail de ne pas avoir respecté la procédure avant de présenter son texte, révèle *Le Parisien*.

Myriam EL Khomri aurait omis de respecter l'article L1 du Code du travail, rendant obligatoire une concertation avant toute réforme, détaille le quotidien.

«Non seulement nous n'avons pas été concertés sur l'intégralité du projet, mais nous n'avons eu aucun document d'orientation»

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force Ouvrière

En colère, le leader syndical qui appelle depuis le début de la réforme au retrait du texte, menace même la ministre de saisir la justice.

«Non seulement nous n'avons pas été concertés sur l'intégralité du projet que nous avons découvert après sa transmission au Conseil d'Etat, mais nous n'avons eu aucun document d'orientation», s'insurge dans la missive Jean-Claude Mailly, à laquelle a eu accès *Le Parisien*.

«C'est un faux débat», a rétorqué la ministre du Travail ce matin au micro de LCI. Je respecte les procédures, je respecte le dialogue social».

Plusieurs syndicats avaient pourtant déjà dénoncé ce manque de dialogue et demandé le retrait du texte. «Ce projet, élaboré sans réelle concertation, va profondément changer la législation du travail et comporte des risques pour les salarié(e)s et les jeunes qui aspirent à accéder à un emploi», indiquaient ainsi les syndicats CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires-Sud, Unsa, Unef, UNL et Fidl dans un communiqué commun publié en février dernier.

En mars, Manuel Valls avait d'ailleurs changé son fusil d'épaule. Plus question de passer en force sur le projet de loi travail.

Au contraire, le premier ministre avait organisé plusieurs journées de concertation auprès des partenaires sociaux.

Malgré cela, les Français appellent toujours au retrait du texte. «Ma loi est juste et nécessaire», a réitéré Myriam El Khomri lundi dans une interview au *Figaro*. □